



RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF

PAYS : Madagascar

TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL Semestriel

DATE DE RAPPORT: 15 juin 2018

Titre du projet: Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar (ARSSAM) Numéro Projet / MPTF Gateway: PBF/001017786	
Modalité de financement PBF: <input type="checkbox"/> IRF <input checked="" type="checkbox"/> PRF	Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire :
Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG, etc.) : PNUD, OIM, UNICEF, OHCHR, UNFPA (ONU) Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux): Bureau du Premier Ministre, Ministère de la Défense Nationale, Ministère de la Sécurité Publique, Ministère de la Population de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, Ministère de la Justice, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Ministère des Affaires Etrangères, Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie, Armée, Gendarmerie, Police Nationale, Parlement, Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme, Comité International de la Croix Rouge, Agence Portuaire Maritime et Fluviale, Service des Douanes du Ministère des Finances et du Budget, Organisation de la Société Civile, Médias	
Date de début du projet¹: 01/09/2016 Durée du projet en mois :² 28	
Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF: <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire): PNUD : \$ 1 500 000 OIM : \$ 600 000 UNICEF : \$ 300 000 OHCHR : \$ 300 000 UNFPA : \$ 300 000 Total: \$ 3 000 000 <i>*Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i>	

1

La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

2 La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet : La totalité

Préparation du rapport :

Rapport préparé par : PNUD, OIM, UNICEF, OHCHR, UNFPA

Rapport approuvé par : Amina Ahmed, Coordonnateur national interagences projet ARSSAM

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : Oui, Oana Mihai, Coordonnateur du PBF

Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport :

Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport :

Non

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

PARTIE 1 : PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères) :

Les activités du Projet ont actuellement atteint leur vitesse de croisière malgré un précédent retard. Les activités préliminaires et préparatoires sont achevées à 80% et vont permettre le lancement de toutes les activités prévues être mises en œuvre courant du dernier semestre de 2018.

D'abord au niveau de l'engagement au niveau national, le Secrétariat Permanent à la Défense et à la Sécurité nationale (SPDSN) formé récemment, a pu prendre le relais de coordination nationale globale et de coordination du projet. Le SPDSN, a déjà commencé les réflexions sur la vision nationale de la sécurité intérieure du pays, notamment la vision nationale, basé sur les différentes études et analyses réalisées.

L'élaboration conjointe des modules de formation des FDS sur les droits humains, a pu déjà établir un dialogue entre diverses institutions de la sécurité (y compris Ministères) ayant longtemps travaillé en silo. Leur élaboration participative avec les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et avec les autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF) a aussi permis une approche ascendante de la base vers le haut de la chaîne de commandement.

Concernant la place du genre, d'importantes avancées ont été notées concernant la prise en charge des violences basées sur le genre : des politiques spécifiques ont été développées, et les services spécialisés ont été équipés, formés et redynamisés sur les questions spécifiques de prise en charge des victimes. Dans le même volet, le développement d'outils de collecte de données sur les VBG et la dotation d'équipements bureautiques et informatiques a permis à la police judiciaire d'accélérer le traitement des dossiers sur les VBG et de disposer de données qui serviront comme base de rapportage, de planification et de plaidoyer.

Compte tenu de la situation / besoins de transition politique / de consolidation de la paix / situation actuelle / récente dans le pays, le projet a-t-il été / est-il toujours pertinent et bien placé pour traiter les facteurs de conflit / sources potentielles de tensions ? Veuillez illustrer concrètement. Si le projet est toujours en cours, des ajustements sont-ils nécessaires ? (Limite de 1500 caractères)

Oui, le projet et ses activités restent pertinentes dans le contexte actuel. La planification de la RSS a été achevée en septembre 2017 ; et le Plan National de la RSS qui définit les objectifs et activités pour 2017-2021.

Les activités réalisées, en cours de réalisation ou en voie de préparation correspondent aux priorités et objectifs du Plan, et contribuent à adresser des thématiques spécifiques pour

améliorer le travail des FDS et renforcer la confiance de la population envers ces derniers. Le projet a déjà posé les bases pour les thématiques suivantes : (i) contrôle démocratique du secteur de la sécurité ; (ii) la vision globale sur la sécurité intérieure du pays ; (iii) la nécessité de renforcer le contrôle des frontières (douanes et protection des ressources naturelles), (iv) le renforcement des capacités et professionnalisation des FDS ; (v) la prise en compte du genre (dans le recrutement des femmes au sein des FDS, ou dans l'attention portée aux VBG).

De manière transversale et en lien avec le projet IDIRC, des activités ont été menées pour rapprocher les FDS de la population (à travers les OSC et médias) et de lutter contre la corruption. La situation sécuritaire déplorable prévalant dans le Grand Sud a également justifié le lien entre ce projet et les projets financés dans le Sud, qui viseront à renforcer la présence des FDS professionnelles et compétentes dans les zones rouges.

Lors des récentes tensions politiques, les FDS ont conjointement joué un rôle significatif de stabilisation en interpellant les politiques à respecter la constitutionnalité du pays et la démocratie.

En quelques phrases, résumez ce qui est unique / innovant / intéressant par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

Les tensions notées dans le passé émergeaient souvent de l'absence de communication entre les différents corps des FDS. Cette initiative a permis de renforcer la collaboration, la cohésion, les échanges d'expériences et la communication sur les différents statuts, rôles et responsabilités de chacun des corps.

Le projet fait un effort particulier afin d'inclure et d'assurer la participation de tous les acteurs clés dans la planification, la préparation et la mise en œuvre de toutes les activités. Cette approche par elle-même, amène à la même table des civils et des éléments en uniforme, et aura créé une chaîne de communication inexistante auparavant. Le projet offre systématiquement de véritables espaces d'échanges, de discussions et de délibérations afin d'assurer une planification et une mise en œuvre conjointe et harmonisée entre tous les partenaires et bénéficiaires. Cela permet de répondre aux besoins des bénéficiaires dans un effort et une compréhension communs.

Cette approche et ces efforts sont d'autant plus novateurs pour les différentes parties prenantes comme la coordination et la recherche de synergies entre les différents PTF ayant les mêmes cibles ne sont pas une pratique habituelle entre les acteurs. Il est plus courant pour ces derniers de travailler en silo, autrement dit, d'intervenir de manière isolée et souvent en parallèle avec souvent des activités qui se chevauchent et sans parler des échanges marqués plutôt par la concurrence que par la collaboration.

Le fait de travailler en même temps avec les différents corps des FDS (Armée, Gendarmerie et Police Nationale), et d'impliquer systématiquement d'autres institutions et départements est aussi une pratique innovante à Madagascar, où les agents de sécurité étaient plutôt habitués à travailler de manière individuelle, et de recevoir des appuis ciblés à une seule entité.

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en œuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options)

:

on track with significant peacebuilding results

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

A ce jour, le projet a atteint les résultats suivants :

- Plan national RSS : l'achèvement de la planification de la RSS à Madagascar et qui s'est traduit par le Plan National de la RSS ; la mise en œuvre effective d'une partie de ce plan.
- La promotion du genre et de la lutte contre les VBG : Les formations et sensibilisations sur les violences basées sur le genre pour la police judiciaire a amélioré ses pratiques professionnelles ainsi que la recherche et le traitement des renseignements sur les VBG.
- Le cadre politique et institutionnel : Les activités de sensibilisation, d'appui technique et de renforcement de capacités réalisées jusqu'à présent ont contribué à sensibiliser les différents acteurs à la RSS, à leur rôle et responsabilités, ainsi qu'à leur fournir les appuis (techniques et matériels) pour aboutir au changement nécessaire. Par exemple, les différentes études et analyses réalisées ont contribué à faire le plaidoyer pour réformer et adapter le cadre ou les pratiques pour une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité.
- Les formations et sensibilisations ont renforcé l'engagement et outillé les bénéficiaires pour être les acteurs de changement et impulser une différence dans leurs pratiques.
- Cadre de formation : l'élaboration d'un curricula de formation conjoint sur les droits humains pour les différents corps des FDS validé par le Premier Ministre ainsi que par les corps concernés (Armée, Police, Gendarmerie) a permis d'assurer une appropriation nationale forte. Pour la première fois, Madagascar s'est doté d'un curricula de formation commun aux FDS ainsi que d'un pool de formateurs nationaux reconnus et mobilisables aussi bien lors des formations initiales que lors des formations continues.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

Pour l'instant, il est trop prématuré d'évaluer l'étendue de l'impact humain de ce projet. Les activités agissent à plusieurs niveaux au niveau des individus.

- 1) Premièrement, il s'agit de changer le comportement des éléments qui font partie des FDS, en renforçant leurs capacités professionnelles mais aussi en les sensibilisant et responsabilisant sur le rôle qu'ils doivent jouer dans la protection des biens et personnes. Ainsi, toutes les séances de formation prodiguées à divers corps des FDS ont été appréciées vu la présence, assiduité des participants et leur maîtrise des sujets abordés (des évaluations des connaissances acquises ont été menées de manière systématique).
- 2) En second lieu, les bénéficiaires directs parmi la population, que l'on peut mentionner dans ce rapport, sont limités à la question de genre pour le moment. En effet, l'appui fourni par le projet en termes de renforcement des capacités, de sensibilisation et d'équipements avait conduit à la priorisation du traitement des cas de VBG et à l'accélération du traitement des dossiers de plaintes y afférents. En effet, le pourcentage des dossiers déférés au parquet entre Janvier 2017 et Mars 2018 a connu une amélioration passant de 55% à 57%. Cette célérité de

traitement des dossiers met en évidence la volonté de la police judiciaire à respecter le délai légal imparti par la loi à la phase pré-juridictionnelle, renforce la satisfaction et la confiance des victimes vis-à-vis des services.

- 3) La sensibilisation de 60 femmes policières de la Brigade Féminine de proximité sur la lutte contre les VBG les a permis de mieux se préparer dans leur mandat de prévenir les infractions sur la voie publique et au niveau des quartiers de la Commune Urbaine d'Antananarivo.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

- Le démarrage du projet a connu un léger retard à cause des longues procédures de recrutement du personnel de projet, du processus de mise à disposition des fonds pour le bureau de Madagascar, et du temps nécessaire pour que certaines agences puissent déterminer la modalité de mise en œuvre du projet.
- Certains ministères clés pour la mise en œuvre du projet ont tardé à nommer officiellement des points focaux, retardant par conséquent la finalisation des plans de travail conjoints, ainsi que les planifications et préparatifs pour la mise en œuvre de certaines activités
- L'épidémie de peste survenue à Madagascar dans le dernier trimestre de 2017 a causé un retard additionnel dans la mise en œuvre des activités, dont plusieurs ont dû être reportées en 2018.
- En plus, le retard dans la création et l'opérationnalisation d'organes nationaux essentiels à l'avancement des activités, tels que le Bureau National de Coordination de la RSS (qui n'est pas encore opérationnel à ce jour) et le Secrétariat Permanent à la Défense et à la Sécurité Nationale (opérationnel depuis octobre 2017) a aussi obligé au report de certaines activités en 2018.
- Le projet a pris plusieurs mesures d'abord en interne, concernant les questions logistiques/opérationnelles internes aux agences. Ensuite, des plaidoyers de haut niveau ont été menés par le leadership de la mission. La situation politique actuelle fait entrevoir quelques blocages pouvant retarder certaines activités très politiques prévues et organisées de longue date. Ces situations sont suivies de près par le Projet. Chaque changement de responsable sera suivi d'une demande de rencontre avec la hiérarchie afin de maintenir la communication avec le département concerné.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est en retard, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

Le retard accusé par le Projet au démarrage et lors des situations contextuelles telle que lors de l'épidémie de peste en 2017 commence à être réduit.

Il est toutefois nécessaire de mentionner la situation politique actuelle qui commence à poser certains blocages, risquant de retarder des activités prévues et organisées depuis quelques mois. En effet, la décision de la Haute Cour Constitutionnelle ayant engendré le changement des membres du gouvernement va nécessairement changer les hauts responsables de chaque Ministère qui constituent les principaux Points Focaux et les interlocuteurs dédiés du Projet. Depuis cette décision, les responsables dans les différents ministères hésitent à s'exposer dans

des prises de décision avant la mise en place des différents responsables du nouveau gouvernement.

Par ailleurs, la grève prolongée de plusieurs départements ministériels et des services publics notamment le Service des Douanes pose également des problèmes pour le bon avancement des activités.

Pour le moment, la planification du projet permet une certaine marge de manœuvre du point de vue opérationnel. L'implication des partenaires nationaux à plusieurs échelons permettra de continuer certaines activités moins sensibles même en cas de changements de hauts responsables.

Veillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

- Photos de diverses activités
- Rapport de l'étude sur les besoins de sécurité humaine à Madagascar (effectuée pour informer l'élaboration d'une vision nationale de la sécurité, et ultérieurement l'élaboration de la stratégie de sécurité nationale)
- Rapport de l'analyse de la législation, des règles et des procédures de contrôle et de gestion des armes à feu (rapport confidentiel élaboré pour les responsables de la gestion et du contrôle des armes à Madagascar, à savoir le Ministère de la Défense Nationale, le Ministère de la Sécurité Publique, le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, et le Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie)
- Rapport de l'enquête sur l'accès des civils aux armes à feu (enquête qui complète l'analyse du cadre légal et procédural)
- Rapport de pré-évaluation de la sécurité et gestion des frontières à Madagascar (recherche conduite pour identifier les principaux domaines d'intérêts dans le cadre global de la gestion des frontières à Madagascar, qui ont fait l'objet d'une analyse approfondie)
- Rapport d'analyse de la sécurité et gestion des frontières à Madagascar (le rapport a compris l'évaluation de 5 ports et 6 aéroports, analysant le cadre administratif, opérationnel, légal et informatique des acteurs étatiques impliqués dans la gestion des frontières à Madagascar et a développé des recommandations à court, moyen et long terme pour la mise en œuvre de la gestion intégrée des frontières dans le pays)
- Compte-rendu de l'atelier de sensibilisation des hauts fonctionnaires de l'Etat sur la gestion intégrée des frontières
- Compte-rendu de la visite d'étude, d'observation et d'échanges sur les bonnes pratiques de la gestion intégrée des frontières
- Compte-rendu des meetings du Groupe Technique de Suivi et de Consultation du Projet (volet gestion des frontières)
- Rapport de l'étude sur le phénomène de VBG pendant les raids des dahalo (l'étude a pour objectifs de : i) combler les lacunes des travaux de recherches sur les VBG pendant les raids des dahalo, ii) disposer d'une base de données relatant l'ampleur du phénomène, iii) avoir des pistes d'interventions permettant d'aider les FDS à améliorer la qualité de prestation de service en matière de VBG
- Guide de prise en charge des VBG par la Police Judiciaire
- Vidéo contenant des témoignages sur les retombées de l'appui du PBF et de l'UNFPA pour les services de la Police Judiciaire
- Modules de formation pour les FDS sur les Droits Humains

1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

Résultat 1 : Une vision de la RSS est développée de manière participative, tournée vers la protection des biens et des personnes, et traduite dans des plans d'action inclusifs et réalistes

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats : on track

Résumé du progrès : Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin : janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

Le résultat avance comme prévu, malgré un léger retard dans la transition du processus national de RSS, de la planification à la mise en œuvre. Le Plan National de la RSS qui définit les objectifs et activités de la RSS (de 2017-2021) a été élaboré et les activités du projet contribuent à sa mise en œuvre même en l'absence de l'organe de coordination (Bureau National de Coordination de la RSS). Un représentant de la Primature et ancien membre de l'organe de planification de la RSS a exprimé ce fait, disant que *« heureusement qu'il y a ARSSAM, sinon la RSS n'avancerait plus depuis la finalisation du Plan National, et risquerait même d'être oubliée ».*

Les équipements en matériels bureautique et informatique ainsi que les activités de renforcement de capacités sur la RSS sont en attente de l'opérationnalisation du Bureau National de Coordination de la RSS afin de bien préparer et outiller le démarrage du travail de coordination dès le départ.

Les activités de vulgarisation et de sensibilisation sur la RSS en vue de contribuer à l'appropriation effective du processus par tous les acteurs pertinents ont pris du retard dû à l'absence d'organe de coordination national. Récemment, le SPDSN a reçu le feu vert pour prendre le relais de coordination en attendant le BNC-RSS, et ainsi la préparation des activités a enfin pu commencer.

Concernant la vision nationale de la sécurité et sa déclinaison en des documents stratégiques et de planification, l'organe mandaté d'élaborer ces documents importants (Secrétariat Permanent à la Défense et à la Sécurité Nationale) est opérationnel depuis octobre 2017. L'étude sur les besoins de sécurité humaine élaborée en 2017 a été remise au SPDSN et s'est avérée être un document de valeur inestimable pour l'élaboration de ladite vision. Après une phase de travail d'introspection par cet organe dans les premiers mois après sa création, et de plusieurs rencontres pour bien cerner le format et les modalités de l'appui pour le SPDSN, les préparatifs pour la mise en œuvre (à savoir, appui technique et opérationnel pour l'élaboration des documents et la consultation de la population et des acteurs clés sur le terrain) ont été entamés. Les différentes études et analyses réalisées dans le cadre du projet ont été partagées avec le

SPDSN afin d'enrichir la base de connaissances et de données qui informera les documents stratégiques.

L'analyse du système de promotion des FDS est actuellement en cours, avec l'objectif d'établir l'état des lieux du système actuel, d'en identifier les forces et faiblesses et son impact sur la gouvernance du secteur de la sécurité, et de formuler des recommandations et propositions pour une mise à jour et mise en conformité avec les standards et bonnes pratiques internationaux ainsi qu'avec les intérêts et besoins des FDS.

Les préparatifs pour les activités de renforcement et de l'accroissement du nombre en termes de la participation des femmes dans les FDS et de l'amélioration de leurs conditions de travail (spécialement concernant leur représentation et les infrastructures) ont été entamés.

Résultat 2: Les FDS accomplissent leur mandat de manière compétente et professionnelle, grâce au renforcement de leurs compétences et capacités

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats : on track

Résumé du progrès : (voir les questions données sous Résultat 1)

L'édition d'un ouvrage réunissant en un seul volume le Code pénal et le Code de procédure pénale malagasy, constituant les textes de base en matière pénale dans le pays, est en cours. Ce, en vue d'améliorer le fonctionnement de la procédure pénale à Madagascar, en facilitant la lecture et la compréhension des dispositions légales par les Officiers de police judiciaire incluant les éléments de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale.

Les activités de sensibilisation et d'élaboration de modules de formation sur la police de proximité ont été reportées à cause de contraintes dans la disponibilité des formateurs, experts internationaux, engagés pour ces activités.

La mise en place de deux espaces frontières pilotes (aéroports de Nosy be et de Mahajanga) est en cours. L'achat des équipements a été lancé et les formations pour le personnel travaillant dans ces espaces sont prévues pour le deuxième semestre de 2018. Par ailleurs, un centre de coordination multi-agences pour les autorités régaliennes aux frontières est en cours de réalisation à l'aéroport d'Ivato.

L'analyse sur la sécurité et la gestion des frontières à Madagascar a été réalisée et un atelier de validation a eu lieu.

Basés sur les constatations et conclusions de l'étude sur le cadre légal et procédural de la gestion des armes à Madagascar, les préparatifs pour une série de formations sur les normes et bonnes pratiques en matière de gestion et de contrôle des armes à feu ainsi que pour la mise à jour des procédures, la modernisation de l'enregistrement des armes et de leurs détenteurs, et l'introduction de la pratique de marquage d'armes à Madagascar ont été entamés.

Au cours de la période écoulée plus de 451 agents des FDS, dont 15 femmes, ont été formés sur les droits humains dans 11 régions. Pour la première fois un pool de formateurs reconnus et appartenant aux trois corps des FDS a été mis en place et dispose des matériels nécessaires pour un renforcement du respect des droits humains par les FDS dans le cadre de leurs activités. Par ailleurs, afin d'assurer au mieux le respect des droits humains pendant la période électorale, un

volet spécifique visant à l'amélioration des pratiques des FDS, en particulier dans le cadre de la gestion des foules et des arrestations, a été développé et utilisé lors des formations.

Résultat 3: Les mécanismes de contrôle civil et institutionnel sont en place et fonctionnent

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats : on track

Résumé du progrès : (voir les questions données sous Résultat 1)

Tout résultat visant la redevabilité des FDS nécessite le focus sur les capacités des mécanismes et institutions de redevabilité relatifs notamment à leurs rôles, responsabilités et mandats en termes de contrôle démocratique et citoyen.

Pour identifier les blocages actuels à l'application de la justice militaire à Madagascar ainsi que pour identifier les besoins en mise à jour, en harmonisation et en renforcement, l'analyse de la justice militaire a été initiée avec une étude approfondie des textes ainsi que des consultations avec les acteurs internes et externes aux FDS. Ceci, afin de bien cerner la réalité et les défis actuels.

L'analyse des codes de conduite et d'éthique ainsi que de leurs mécanismes est en cours avec l'objectif d'établir l'état des lieux des mécanismes et cadres normatifs existants, et d'émettre des recommandations de révision de ces codes et mécanismes. Par ailleurs, la conception ou le renforcement d'un mécanisme de dénonciation d'abus, en vue d'une conformité aux standards et bonnes pratiques internationaux est également prévu.

La série d'ateliers de renforcement de capacités pour le personnel et les parlementaires du Sénat et de l'Assemblée Nationale a commencé en 2017 (et interrompue à cause de l'épidémie de peste) et a été finalisée dans le premier semestre de 2018. Pour cause de manifestations et du boycott des députés de l'opposition pendant la première session parlementaire de 2018, l'atelier prévu pour les députés a dû être reprogrammé à la dernière minute, et a finalement visé des membres du personnel technique de l'Assemblée Nationale. Le renforcement de capacités sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité a sensibilisé les parlementaires ainsi que le personnel technique sur les principes de bonne gouvernance du secteur de la sécurité, les enjeux de la RSS ainsi que leur rôle et les outils à leur disposition pour un contrôle effectif du secteur de la sécurité. A travers les formations, les questions et commentaires des participants ont reflété une prise de conscience de l'importance du contrôle parlementaire et une volonté de devenir plus actifs et informés à ce sujet.

Le renforcement de capacités des membres de la CNIDH en matière de contrôle démocratique des FDS est en cours de préparation.

La mise en œuvre des activités liée à la Stratégie de communication pour le développement et pour la paix est en cours de préparation. La redynamisation d'une plateforme et la définition d'un plan opérationnel de ladite stratégie est en cours de conception.

La série de formations des membres des Organisations de la Société Civile et des médias, sur leur rôle au niveau du contrôle démocratique des FDS a été lancée. Ces formations sont organisées en vue d'une participation responsable de la population à la gestion de la chose politique en général, et de la consolidation de la paix dans le pays en particulier.

Résultat 4: La confiance entre les FDS et la population la plus vulnérable est renforcée, à travers une approche de sécurité communautaire adéquate par les FDS aux préoccupations de la population dans les zones pilotes, y compris des groupes les plus vulnérables.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats : on track

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Basés sur les constatations et les recommandations de l'analyse des textes et pratiques relatifs à la sécurité communautaire à Madagascar, les préparatifs pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un modèle de plan de sécurité communautaire sont en cours.

Des activités dans le cadre de la prévention et de la répression des cas de violence basée sur le genre (VBG) ont été réalisées en partenariat avec la police et la Gendarmerie nationales. Un guide de prise en charge des cas de VBG a été développé. Ce document permet au personnel de la police judiciaire de renforcer leurs connaissances sur les textes légaux en matière de prévention et de répression des cas liés aux VBG et d'améliorer leurs pratiques professionnelles sur les techniques d'accueil, d'audition et d'enquête des victimes de VBG ainsi que la recherche et le traitement des renseignements liés aux VBG.

Les sensibilisations menées auprès de la police judiciaire lui ont permis de réaliser que les VBG dépassent largement la sphère privée, qu'elles constituent des infractions punissables en vertu de la loi et que l'ouverture d'enquêtes y afférentes constitue pour eux une obligation légale. C'est ainsi qu'entre Janvier 2017 et Mars 2018, 1939 cas de VBG ont été traités dont 44% des violences sexuelles, 36% des violences physiques, 18% des violences psychologiques et 2% des violences économiques.

Désagrégées par sexe, les chiffres ont démontré que 86% des cas traités sont des violences faites aux femmes. Les cas des filles de moins de 15 ans représentent 25% des affaires de VBG traités au niveau de la police Judiciaire. Elles sont plus exposées au viol et à l'inceste accompagnées de violences physiques et psychologiques. Les violences sexuelles ne s'arrêtent pas à cette catégorie d'âge et se trouvent doublées pour la tranche d'âge de 15 à 25 ans dont les cas traités résorbent 58%.

En termes de renforcement de capacités et de transfert de compétences, la police et la gendarmerie disposent de personnes ressources capables de former et de sensibiliser leurs confrères sur la prévention et la répression des cas de VBG. Dans cet esprit, 120 policiers et gendarmes issus des unités opérationnelles de Toliara, d'Ambovombe, de Taolagnaro et d'Antananarivo, dont la moitié est constituée de femmes, ont été formés sur la prise en charge des VBG, conformément au guide de référence cité plus haut.

La sécurité des femmes et filles vis-à-vis des VBG nécessite la collaboration avec les autres structures concernées dont le tribunal pour l'incrimination des auteurs des VBG et l'indemnisation des victimes ; les formations sanitaires pour la prise en charge médicale et les services sociaux pour la prise en charge psychosociale. C'est dans ce cadre que les centres d'Ecoute et de Conseils Juridiques ont été appuyés dans le cadre du projet. Cet appui permet aux services de la police et de la gendarmerie d'améliorer la référence des victimes de VBG

vers les autres services lorsque la situation l'exige. Ces centres permettent à la population et aux victimes de rompre le silence autour des VBG et facilite la dénonciation des auteurs.

1.3 Questions transversales

<p>Appropriation nationale: Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Une structure nationale a été assignée à accompagner la mise en œuvre du projet depuis ses début, le CTO-RSS. Par la suite, et depuis depuis l'abrogation du CTO-RSS, en mars 2017, ce n'est qu'en mars 2018, que ce « vide » a été comblé par le SPDSN.</p> <p>Cependant, dans toutes les activités, les bénéficiaires (principalement les FDS et leurs ministères de tutelle) ont été fortement impliqués dans toutes les phases de planification, de préparation et de mise en œuvre. A plusieurs reprises, des représentants des ministères et des FDS ont activement participé au développement et mise en œuvre des activités prévues par le projet. Une réunion trimestrielle du Comité de Projet est organisée entre les agences onusiennes, le Secrétariat Permanent à la défense et à la sécurité nationale, les Ministères clés, d'autres partenaires techniques et financiers ainsi que des membres de la société civile. Lors de ces réunions, les décider sur la mise en œuvre du projet, lever les difficultés constatées, faire le suivi et évaluation des activités et proposer des mécanismes de remédiation, ainsi que fonction d'« alerte » (si une activité semble pouvoir créer des conflits, elle est revue de façon participative).</p> <p>La stratégie C4D (communication pour le développement) pour la paix a été élaborée et est mise en œuvre conjointement par 08 entités ministérielles et organismes non-gouvernementaux nationaux.</p> <p>Les représentants de la Police et de la Gendarmerie ont contribué à la planification des activités et à la mise en œuvre des activités telles que la réactualisation du guide de prise en charge des VBG et les formations y afférentes. Au niveau des politiques, la lutte contre les Violences basées sur le genre a été intégrée dans le plan de travail annuel de la Police et de la Gendarmerie nationales.</p>
<p>Suivi : Le plan de S & E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et</p>	<p>De manière générale, le suivi des activités suit le Plan de S&E selon le modèle annexé à ce rapport.</p>

<p>les sources de données utilisées ? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Un réajustement de certains indicateurs a été sollicité auprès du Secrétariat Technique de PBF par les agences récipiendaires afin de les mettre à niveau avec les réalités de terrain en termes de collectes de données pour les renseigner. Le présent rapport est déjà renseigné selon ces indicateurs réajustés.</p> <p>Par ailleurs, les réunions trimestrielles du Comité de Projet permettent de partager et de discuter les avancements des activités, les diverses contraintes et les recommandations pour débloquer certaines situations.</p> <p>Le plan de suivi évaluation du projet n'est pas complètement respecté car le projet ne dispose pas d'un chargé de suivi évaluation depuis plusieurs mois.</p>
<p>Évaluation: Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le projet va commencer à préparer l'évaluation externe du projet au cours du dernier semestre de 2018.</p>
<p>Effets catalytiques (financiers): Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>La Conférence des Bailleurs et du Forum International des Investisseurs pour Madagascar, tenue à Paris en Décembre 2016 a mis le processus de la RSS comme faisant partie des 10 projets prioritaires dans le volet Gouvernance du pays.</p> <p>Les promesses ont largement dépassé la demande lors de cette conférence bien qu'aucune visibilité sur la direction des aides et /ou investissements n'a encore été donnée par la structure de suivi nationale de cette Conférence sur le processus de la RSS.</p> <p>Le projet étant de nature catalytique dans tous ses produits, il existe plusieurs avenues pour des contributions et interventions supplémentaires. Dans ce sens, des échanges avec des contributeurs potentiels ont été initiées en vue d'assurer une continuité des interventions et appuis dans les divers domaines couverts par le projet actuel. Pour l'instant, aucune contribution supplémentaire ne s'est encore concrétisée. Par ailleurs, étant donné le contexte politique instable actuel, les potentiels bailleurs hésitent à s'engager avant de connaître l'issue de la crise et spécialement l'issue des élections qui s'approchent.</p>
<p>Effets catalytiques (non financiers): Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour</p>	<p>Différents effets catalytiques du projet sont visibles. Le rapport sur le cadre légal et procédural de la</p>

<p>d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>gestion des armes a renforcé les efforts pour un renforcement des capacités des FDS dans ce sens, avec par exemple des initiatives de création de bases de données pour leur enregistrement.</p> <p>L'étude sur les besoins en sécurité humaine a encouragé le SPDSN a prendre une approche holistique dans l'élaboration de la vision nationale de sécurité, et de prévoir des consultations élargies pour assurer l'inclusivité et la légitimité du produit final.</p> <p>Les ateliers de renforcement de capacités sur le contrôle parlementaire ont motivé les participants du Sénat et de l'Assemblée Nationale à formuler leurs besoins et demandes d'appui pour renforcer leurs capacités à mieux contrôler le secteur de la sécurité et à envisager des modifications des textes dans ce sens.</p>
<p>Stratégie de sortie / durabilité: Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Une attention particulière est donnée à bien documenter les acquis du projet par voie de rapports et publications, ainsi que l'élaboration d'outils utiles (ex. manuels de formation, manuels de procédure) pour assurer la continuité des acquis.</p> <p>En plus, l'implication directe des acteurs clés dans toutes les phases du projet, et les activités de renforcement de capacités de ces mêmes acteurs assure qu'ils auront les connaissances et capacités pour continuer les changements et actions après la fin du projet.</p> <p>Des activités en vue de la suite ont été identifiées pour approfondir les interventions prévues dans le projet actuel, et des échanges avec de potentiels contributeurs en vue de cette suite sont en cours.</p> <p>L'élaboration des modules de formation sur les droits humains et les formations en elles-mêmes ont été réalisées sous le lead des trois ministères concernés. Suite à ces interventions, un pool national de formateurs est maintenant fonctionnel et reconnu par les Ministères.</p> <p>Afin d'assurer la durabilité du projet, les activités sur la lutte contre les cas de VBG ont été intégrées dans les plans de travail de la police et de la gendarmerie. Toutefois, il n'y a pas de budget alloué à cet effet et des plaidoyers dans ce sens seront effectués.</p>
<p>Prise de risques : Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus</p>	<p>Les risques qui ont été identifiés au fur et à mesure comprennent le manque d'un partenaire de coordination national suite à l'abrogation du CTO-</p>

<p>depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>RSS et en attendant le BNC-RSS, les évènements saisonniers comme les cyclones ou les épidémies de peste, le risque de non-disponibilité des bénéficiaires avant les élections imminentes, ainsi que le retard dans l'opérationnalisation du SPDSN et des travaux d'élaboration de la vision de sécurité.</p> <p>Le projet a réagi en priorisant les activités à caractère d'évaluation et technique en attendant que les conditions pour les activités plutôt politiques ou stratégiques soient remplies. Plusieurs activités ont été reportées pour éviter les risques saisonniers, et de manière générale la mise en œuvre des activités nécessitant la forte mobilisation des bénéficiaires étatiques en 2018 a été accélérée pour éviter la période électorale.</p> <p>Afin de limiter les impacts possibles sur la paix des prochaines élections, le projet a intégré un volet sur le respect des droits humains par les FDS en période électorale. 451 membres de la police, de l'armée et de la gendarmerie ont été formés au cours des 6 derniers mois.</p> <p>Nouveau risque : les crises pré- et post électoraux constituent une menace à la bonne mise en œuvre du projet étant donné que les FDS laissent de côté la mise en œuvre des activités prévues et priorisent les activités de maintien de l'ordre.</p> <p>Les éventuelles confrontations peuvent amener les FDS à ne plus respecter les droits humains.</p> <p>Le changement actuel de gouvernement risqué de voir le changement des hauts responsables des Ministères partenaires qui nécessiterait le changement des interlocuteurs et leur sensibilisation pour leur appropriation du projet risquerait de prendre un peu de temps.</p>
<p>Égalité entre les sexes : Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, les femmes constituent un objectif significatif. Aussi, le critère genre est pris en compte en vue d'une meilleure inclusion des femmes et d'une meilleure considération des besoins spécifiques liés au genre.</p> <p>Le projet comprend des activités focalisées spécifiquement sur l'inclusion et la promotion des femmes dans les FDS (y compris appui à la réforme des critères de recrutement, proposition de politiques de ressources humaines respectueuses de la famille</p>

	<p>et élaboration de lignes directrices relatives aux infrastructures). En plus, dans les analyses et consultations, le projet donne une attention particulière à l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, et à la désagrégation de l'information et des données selon le sexe.</p> <p>Les dialogues communautaires menés dans le cadre de la stratégie C4D pour la paix sont conduits en considérant des groupes homogènes spécifiquement femmes (Anosy et Androy) et devraient faire ressortir les aspirations et les visions des femmes pour la sécurité communautaire.</p> <p>L'UNFPA appui la Brigade Féminine de Proximité, une structure récemment mise en place au niveau de la police Nationale et chargée de prévenir les infractions sur la voie publique et au niveau des quartiers de la Commune Urbaine d'Antananarivo. Les 60 femmes policières membres de cette structure ont été sensibilisées sur la lutte contre les VBG et seront dotées de matériel roulant leur permettant d'effectuer la mission qui leur est assignée.</p>
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les périodes pré et post électorales pourraient générer des menaces en termes de sécurité. Le renforcement des capacités nationales à prévenir et répondre aux situations conflictuelles sont plus que jamais nécessaires pour enraciner la paix.</p>

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS : Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Résultat 1 Une vision de la RSS est développée de manière participative, tournée vers la protection des biens et des personnes, et traduite dans des plans d'action inclusifs et réalistes	Indicateur 1.1 Adoption par le Président d'une vision nationale sur la défense et la sécurité, basée sur les plans opérationnels de chaque FDS	2016 : Non effective	2018: Effective (une vision nationale est adoptée)	juin 2018 : non effective L'élaboration de la vision est en cours, les consultations régionales seront encore réalisées dans les prochains mois pour pré-valider le document actuel, avant validation au niveau central	SPDSN (organe mandaté d'élaborer la vision) crée en août 2017 et opérationnel depuis octobre 2017	
	Indicateur 1.2 % de femmes présentes dans les FDS	2016 : Armée : 0.1% ; Gendarmerie : 7% ; Police : 11%	2018 : Armée: 0.2%, Gendarmerie: 8%, Police: 12%	juin 2018 :	Activités d'appui au recrutement de femmes en préparation	
	Indicateur 1.3					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 1.1 Le processus de RSS dans sa globalité est soutenu techniquement et politiquement, ses enjeux sont compris par les acteurs politiques informés	Indicateur 1.1.1 Nombre d'initiatives multiacteurs pour la RSS organisées ou facilitées par l'organe de coordination de la RSS	2016 : 2	2018: 5	2017 : 2 juin 2018 : 0	En attente de l'opérationnalisation du BNC-RSS, organe de coordination de la mise en œuvre de la RSS. Le SPDSN vient de recevoir le feu vert pour prendre le relais en attendant, donc les activités sont prévues dans les prochains mois	
	Indicateur 1.1.2					
Produit 1.2 Une vision nationale de la sécurité répondant aux réalités des défis sécuritaires sur le territoire malgache est développée	Indicateur 1.2.1 Nombre de plans d'action sensibles au genre, comprenant les aspects en équipement et personnel (RH) développés pour les FDS	2016: 0	2018: 3	juin 2018: 0	Elaboration de la vision de sécurité par le SPDSN (opérationnel depuis octobre 2017) en cours. Cette vision sera la base des plans d'action. Les préparatifs pour l'élaboration des documents de planification sont en cours.	
	Indicateur 1.2.2 Nombre	2016: 0	2018: 2	juin 2018: 2		L'analyse a été structure en 2 phases

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
et permet une planification et formulation stratégique pour chaque FDS	d'analyses de la sécurité et de la gestion des frontières conduites Indicateur 1.2.3 Nombre de plans de gestion des ressources humaines des FDS sensibles au genre élaborés et soumis aux autorités compétentes pour validation.	2016: 0	2018: 3	juin 2018: 0		(pré-évaluation et analyse). Elle a été soutenue par un groupe de travail technique et les rapports issus de ces réunions peuvent être considérés comme le troisième pilier de l'analyse globale (même si elles ne constituent pas une troisième analyse)
Produit 1.3 La participation et le rôle des femmes dans le secteur de la sécurité sont renforcés	Indicateur 1.3.1 Nombre de politiques de recrutement des FDS revues pour qu'elles favorisent le recrutement des femmes.	2016: 0	2018: 3	juin 2018 : 0	Préparatifs des activités en cours	
	Indicateur 1.3.2 Nombre	2016: 0	2018: 1	juin 2018 : 0	Préparatifs des activités en cours	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	d'infrastructures-types pilotes réhabilitées selon un plan architectural respectueux des femmes					
Résultat 2 Les FDS accomplissent leur mandat de manière compétente et professionnelle, grâce au renforcement de leurs compétences et capacités	Indicateur 2.1 % des éléments des FDS formés, désagrégés par sexe et par âge, dans le cadre de ce projet, qui, six mois après leur formation, maîtrisent les concepts de protection enseignés lors de leur formation.	2016 : 0	2017 : 85% 2018 : 85%	juin 2018 : en progression	451 (11 femmes) représentants des FDS ont été formés pendant la période écoulée. Néanmoins le délai de 6 mois avant l'évaluation n'étant pas encore atteint, l'indicateur est toujours en cours de suivi	
	Indicateur 2.2 % des éléments des FDS formés, désagrégés par sexe et par âge, qui à la fin de leurs	2016 : à préciser	2017 : à définir	juin 2018 : à définir		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	formations dans le cadre de ce projet, maîtrisent le contenu de leurs mandats, leurs champs d'application et leurs règles et réglementations.					
	Indicateur 2.3					
Produit 2.1 Les éléments des FDS sont formés sur les questions d'éthique, de déontologie, de droits de l'homme, de la femme et des enfants	Indicateur 2.1.1 Nombre de curricula / modules de formation revus et mis à jour selon les standards respectueux des droits de l'homme, réponse aux VBG, et protection de l'enfant.	2016: 0	2018: 3 (Curricula de l'Armée, de la Police et de la Gendarmerie)	juin 2018: non pertinent	Modules conjoints développés de manière simultanée par les 3 corps.	
	Indicateur 2.1.2 % des éléments des FDS formés, désagrégés par sexe et par âge, qui	2016 : A préciser	2017 : 85% 2018 : 85%	En cours	451 (11 femmes) représentants des FDS ont été formés pendant la période écoulée. Néanmoins le délai de 6 mois avant l'évaluation n'étant pas encore atteint, l'indicateur est toujours en cours	A noter que les modules ayant été finalisés début 2018, aucune donnée ne sera disponible pour

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	déclarent se sentir responsables de la protection des citoyens à la fin de leur formation				de suivi.	2017, les agents des FDS n'ayant pas pu être formés.
Produit 2.2 Les FDS sont sensibilisés et formés sur l'attitude de police de proximité, pour gérer et traiter avec les citoyens, y compris sur les questions de violences basées sur le genre (VBG)	Indicateur 2.2.1 % d'éléments des FDS sortis des promotions bénéficiaires, désagrégés par sexe et par âge, qui sont formés sur les concepts de police de proximité, de réponse aux VBG et protection des enfants	2016 : 0	2018 : 30	juin 2018 : 0	Retard dans l'élaboration des modules de formation à cause de la disponibilité des experts internationaux	
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3 La gestion intégrée des frontières est rendue	Indicateur 2.3.1 % d'organismes clés en charge de la sécurité des frontières sensibilisés et	2016 : 0%	2018 75%	juin 2018 : 100%		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
possible	ayant eu accès aux bonnes pratiques de gestion intégrée des frontières.					
	Indicateur 2.3.2 Nombre d'espaces frontières pilotes mis à niveaux en termes d'infrastructures, d'équipements, de matériels, et système rendant possible la gestion intégrée des frontières	2016 : 0	2018 : 2	juin 2018 : 0	L'achat des équipements pour les deux espaces pilotes est lancé	
	Indicateur 2.3.3 Nombre d'espaces frontières pilotes disposant des personnels techniques en capacité de travailler de manière effective – et fonction de leurs	2016 : 0	2018 : 2	juin 2018 : 0	Les formations pour le personnel travaillant dans ces espaces sont prévues se tenir durant le second semestre de 2018	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	attributions - sur les deux espaces frontières intégrés pilotes nouvellement mis à niveau					
Résultat 3 Les mécanismes de contrôle civil et institutionnel sont en place et fonctionnent	Indicateur 3.1 % de la population, désagrégée par sexe et par âge, qui estime que l'impunité des FDS a été réduite sur les 18 derniers mois du projet	2016 : à préciser	2018 : à définir			
	Indicateur 3.2 Nombre de plaidoyers des OSC (y compris médias) et de la CNIDH lancés par rapport à la question de la RSS.	2016 : 0	2017 : 1 par entité 2018 : 3 par entité	juin 2018 : en cours	La série d'ateliers de formation sur le rôle des OSC et médias au niveau du contrôle démocratique des FDS en est à son tout début. Pour une question d'organisation d'agenda au niveau de la CNIDH, la session de formation à son endroit, sur le contrôle démocratique des FDS, est reportée au mois de juillet prochain.	
	Indicateur 3.3					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 3.1 Des mécanismes de contrôle internes aux FDS sont développés et appuyés pour le lancement de leur opérationnalisation	Indicateur 3.1.1 % de cas / plaintes / dossiers soumis au CESD qui sont traités dans un délai raisonnable (à préciser avec le CESD).	2016 : A préciser	2017 : à définir 2018 : A définir	juin 2018 :	La question relative au CESD fait partie de l'étude en cours sur les mécanismes de contrôle interne des FDS. L'évaluation y afférente ne pourra pas être entreprise pour le moment.	
	Indicateur 3.1.2 Validation d'une analyse de la justice militaire incluant des recommandations	2016 : Non	2018 : Oui	juin 2018 : Oui		
	Indicateur 3.1.3 Nombre de mesures disciplinaires désagrégées par sexe et par âge, prises sur la base des nouveaux codes de conduite	2016 : 0	2018 : A définir			L'étude sur le code d'éthique et de déontologie au niveau des FDS est en cours, et l'adoption et la mise en œuvre des éventuelles réformes ne pourront être initiées qu'après émission et prise en compte des recommandations et suggestions issues des prochains ateliers de restitution et de validation.
Produit 3.2 Les	Indicateur 3.2.1 Nombre de	2016: 0	2018: 5	juin 2018 :		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
institutions et mécanismes de contrôle étatiques jouent un rôle accru et responsable dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle démocratique des forces de défense et de sécurité	questions ou interpellations écrites ou formulées en plénières relatives au secteur de la sécurité par les Parlementaires					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3 Les mécanismes de contrôle civil jouent un rôle accru et responsable dans l'exercice de leurs	Indicateur 3.3.1 Nombre de recommandations formulées par des OSC, les médias et/ou la CNIDH, en matière de services rendus par les FDS.	2016: 0	2018: 6	juin 2018 :	Pour une question d'organisation d'agenda au niveau de la CNIDH, la session de formation à son endroit sur le contrôle démocratique des FDS est reportée au mois de juillet prochain.	
	Indicateur 3.3.2 % des activités	2016 : 0%	2017 : 30% 2018 : 50%	juin 2018 : - Stratégie de	Pour l'instant, les activités qui doivent toucher les autorités nationales et les	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
fonctions de contrôle démocratique des forces de défense et de sécurité	dans la stratégie de communication pour la paix ayant été mises en oeuvre			communication finalisée - Sur les 13 activités définies, 04 qui concernent spécifiquement les jeunes, les leaders locaux et les communautés ont été entamées	FDS n'ont pas encore été entamées, la priorité ayant été les leaders locaux et les jeunes. La situation politique assez tendue nécessite cependant que ce groupe soit priorisé pour les semaines à venir.	
Résultat 4 La confiance entre les FDS et la population la plus vulnérable est renforcée à travers une approche de sécurité communautaire adéquate par les FDS aux préoccupations de la	Indicateur 4.1 % de la population dans les zones ciblées, désagrégée par sexe et par âge, qui déclare avoir une confiance accrue dans la volonté des FDS à les protéger et remplir leur mandat de protection.	2016 : A préciser	2018 : 30%			
	Indicateur 4.2 % de citoyens dans les zones pilotes, désagrégés par	2016 : pas disponible	2018 : 25%			

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
population dans les zones pilotes, y compris des groupes les plus vulnérables	sexe et par âge, où des plans de sécurité communautaire sont mis en oeuvre qui déclarent ressentir une sécurité accrue					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1 Un modèle de sécurité communautaire inclusive et sensible au genre est élaboré, testé et réajusté	Indicateur 4.1.1 Disponibilité d'un modèle de sécurité communautaire sensible au genre, incluant les recommandations des mises en oeuvre pilotes	2016 : Non	2016 : Oui	juin 2018 : non	Préparatifs des activités en cours	
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2 La réponse des FDS aux cas de violence basée sur le	Indicateur 4.2.1 Nombre de cas de VBG traités au niveau des postes de police/gendarmes	2017 : 1514 cas Baseline 2017 : 55%	2018 : 2500 cas de VBG traités 60%	juin 2018 : 1939 cas traités (cumulatif) soit 424 nouveaux cas 57%		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
genre est améliorée en prise en charge et traitement des dossiers	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET

2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet : **on track**

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quel est le niveau global des dépenses par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent : **la totalité du budget est reçue à ce jour**

Niveau global des dépenses : **1 732 364,73 USD**

Quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante, si des tranches restent à payer : **non applicable**

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères) :

Les différents blocages (retard dans le démarrage du projet, contraintes saisonnières telles que cyclones et épidémie de peste, retard dans l'opérationnalisation du SPDSN, attente d'opérationnalisation du BNC-RSS) ont retardé les dépenses et transféré la grande partie des dépenses à 2018.

Il est aussi à noter que plusieurs activités à forte valeur ont nécessité des analyses et des études préalables et dont les procédures d'acquisitions n'ont pas pu être lancées avant la fin de premier semestre de cette année. On peut notamment citer les activités liées à :

- Le recrutement de plusieurs mois d'Experts internationaux qui vont appuyer l'élaboration, la planification mais aussi la sensibilisation sur la vision de la sécurité nationale.
- L'achat d'équipements pour la mise en place de deux espaces frontières pilotes.
- L'achat d'équipements permettant le marquage et l'enregistrement des armes à feu et de leurs détenteurs.
- La réhabilitation d'infrastructures pour les rendre sensibles au genre.
- La dotation d'équipements à la Brigade Féminine de proximité de la Police Nationale.

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour : **423 400 USD prévu en plus des 337 379 USD alloué à ce jour**

Veillez remplir et joindre l'annexe A sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.